



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

## **Préfecture**

Direction de la réglementation et des élections

Bureau de l'environnement et des enquêtes publiques

### **Arrêté de mise en demeure**

**Le Préfet des Yvelines**

**Chevalier de la Légion d'Honneur**

**Vu** le code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2008 autorisant la Société des Eaux de Versailles et de Saint Cloud (SEVESC) à exploiter à Louveciennes, 29 route de Versailles, l'activité suivante soumise à autorisation :

▪ **1138.4.a** : Emploi ou stockage de chlore en récipient de capacité unitaire inférieure à 60 kg, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 500 kg mais inférieure à 1 tonne.

**Vu** le rapport du 28 juin 2012 par lequel l'inspection des installations classées a constaté, lors de la visite des installations le 14 juin 2012, l'inobservation de certaines dispositions imposées par l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2008;

**Considérant** que l'exploitant n'a pas fait réaliser, par un organisme agréé, d'analyses des mesures de concentration des effluents ;

**Considérant** que l'exploitant ne dispose pas de suivi des travaux de mise en conformité suite au rapport de contrôle des installations électriques du site;

**Considérant** qu'il convient en conséquence de faire application des dispositions de l'article L.514-1-1 du code de l'environnement ;

**Sur la proposition** du secrétaire général de la préfecture,

### **Arrête**

**Article 1er** : La Société des Eaux de Versailles et de Saint Cloud (SEVESC), est mise en demeure, dans le délai maximal de **trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, de respecter pour l'exploitation de son usine de traitement des eaux située 29, route de Versailles à Louveciennes, les prescriptions des articles suivants de l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2008 :

➤ article 3.3.4 « Contrôles » en réalisant des mesures de concentration sur les effluents en sortie du système de prétraitement ou traitement, portant sur les paramètres énumérés à l'article 3.3.3 de l'arrêté préfectoral susmentionné, ainsi que le pH, la température et le débit rejeté,

➤ article 5.1.2 « installations électriques » en effectuant un suivi écrit des mesures correctives réalisées suite aux observations mentionnées dans les rapports de contrôles des installations électriques du site,

**Article 2 :** si l'exploitant n'obtempère pas à l'injonction signifiée dans le délai imparti, il pourra être pris à son encontre les sanctions pénales et administratives prévues par le code de l'environnement.

**Article 3 :** délai et voie de recours (article L.514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**Article 4 :** le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye, le maire de Louveciennes, le directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines, les inspecteurs des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 8 août 2017

Pour le Préfet, par délégation

Le Secrétaire Général

Philippe CASTANET

